

Laurent Obertone, et la fin programmée de la France blanche

Posté le : 11 octobre 2018 12:41 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Crise systémique, Attitudes, Histoire économique récente, Economie et politique, Fiscalité

Laurent Obertone s'est fait connaître par un livre choc et méritoire : *La France orange mécanique*. Il démontrait de façon convaincante que la sécurité des Français n'était plus assurée et que le développement de la délinquance et de la « sauvagerie » avait atteint de tels niveaux que le phénomène devenait incontrôlable. C'était l'époque où les gouvernements et la presse étaient obsédés d'occulter, de nier, de minimiser les faits et d'en exonérer les auteurs, en enveloppant le tout d'une explication psychologisante : le-la « bourge de base » avait un sentiment d'insécurité mais tout montrait qu'il s'agissait là d'un sentiment. Sentiment malvenu car sans aucune réalité et probablement nourri par la xénophobie et le racisme ordinaire du « beauf » français à tendances pétainistes et pro nazis etc. La ritournelle est connue. L'ennui, c'est que la méthode de l'auteur était imparable : collecter toutes les informations sur la situation réelle et les mettre bout à bout pour dresser un tableau sans fard de la réalité. Ce que le lecteur des feuilles province savait de sa situation locale, l'auteur l'a généralisé à la région et au pays tout entier. Avec trois constats fracassants :

- La violence était de plus en plus évidente et atteignait des sommets, notamment contre les femmes blanches, avec plus de 100 000 viols par an
- Lex crimes et délits étaient à plus de 75 % le fait de l'immigration africaine et maghrébine.
- Les juges ne condamnaient pas. Il est vrai que c'était l'époque du « mur des cons » (que l'on va d'ailleurs juger bientôt), et du « justicialisme » qui décrétait que l'immigré devait toujours avoir la prime sur l'autochtone.

Ce livre a dérangé à la fois les dirigeants de la presse écrite, radiophonique et télévisée, habitués à l'idée que leur rôle était de favoriser le « vivre ensemble » en minimisant tout ce qui pourrait « stigmatiser » et mettre le feu aux poudres, la haute administration désireuse de pas avoir ce bébé sur les bras, d'autant que cet enfant illégitime de la République leur aurait coûté leur réputation, et les dirigeants politiques conscients d'être à peu près impuissants face au « gouvernement des juges », dont les sources sont le Conseil d'État, le Conseil constitutionnel et, la Cour de Justice Européenne et la CEDH. Le terrain étant occupé par le Front national, le risque était également politique.

L'acceptation de l'impuissance devait être effacée par quelques éructations contre les fâcheux qui la mettaient en évidence. Les cultureux gauchistes subventionnés (nous nous excusons du double pléonasm) de leur côté renforcèrent leur pression en faveur du bon immigré contre le vilain blanc machiste et dégénéré. Le bourgeois à dénoncer des années soixante-dix a laissé la place au mâle blanc dénaturé qui se devait d'être régénéré par des apports immigrés, auprès desquels il fallait prendre une posture d'excuse et d'accueil.

Exit Obertone et Orange Mécanique dans les poubelles de l'actualité maquillée des médias. Il a donc repris le flambeau avec deux livres plutôt mauvais sur l'aspect orwellien de la réaction des dirigeants politiques et médiatiques, puis sur les risques de guérilla urbaine. N'est pas Houellebecq

qui veut !

Le voici avec un livre qui renoue avec la méthode de son premier livre : une compilation journalistique bien faite des faits et des analyses relatifs à l'immigration de pauvreté de masse. Le but est de répondre à des questions majeures du temps, non pas sur la base des intentions ou des désirs, mais des faits. Est-ce que le grand remplacement a lieu ? À quelle vitesse ? Quand sera-t-il effectif ? Est-il bénéfique ? Les mesures prises pour contenir les conséquences sont-elles efficaces ? Il est de fait que ces questions ne sont traitées ni par les instances gouvernementales, ni par les universités, ni par les journaux. Plus curieusement, il est interdit de les traiter et les mesures sont prises tous les jours pour empêcher toute étude sérieuse permettant de connaître la réalité.

L'idée que la population européenne blanche puisse être éliminée par la population africaine noire et maghrébine est ravalée à une hypothèse purement raciste qui déshonore qui ose aborder la question. « Si c'est la réalité, ainsi soit-il, pauvre xénophobe et sale raciste ! » Du coup l'écart entre ce que montrent les médias et la réalité n'a pas cessé de se transformer en immense fossé. Le gouffre est tellement énorme qu'il devient comique ou tragique, comme on voudra.

La *France interdite* essaie, comme la *France orange mécanique*, de faire ressortir des faits largement occultés, enfouis, et disséminés dans des centaines d'études jamais citées ni jamais synthétisées dans la presse. Le travail est remarquable par l'ampleur des recherches dépouillées et par le caractère sourcé de tous les faits mis en évidence.

La question cruciale est évidemment démographique. L'étude des composantes de la population étant interdite, la recherche a pris des détours astucieux pour parvenir à répondre à cette simple question : quelle est la part de la population d'origine indo-européenne dans la population installée en France, son évolution et la prévision qu'on peut en faire dans les quelques années et décennies à venir.

Voici les chiffres qui devraient faire consensus : la population non indo-européenne représente aujourd'hui autour de 20 % de la population française métropolitaine. Inégalement répartie sur le territoire français, elle représente dans de nombreuses parties du territoire plus de 75 %, avec une éviction croissante des populations blanches. De façon dynamique on passe de 2 millions de personnes non indo-européennes en 1970 à 12 millions en 2020. Cette multiplication par six est camouflée sous le vocable mensonger imposé par les médias et les politiques de « stabilité de l'immigration ». L'auteur compare ces chiffres avec deux des Français de souche installés dans les anciennes colonies qui n'ont jamais dépassé 1.5 millions de personnes et jamais plus de 10 % de la population totale. On parle de « colonie de peuplement » pour l'Algérie, avec 10 % de non autochtones. Pour l'auteur les Français autochtones sont donc victimes d'une hypercolonisation de peuplement. D'après l'INED et l'INSEE, de 1999 à 2015 la population française de souche a augmenté de 4.6 %, les Turcs de 40 %, les Maghrébins de 46 % et les Africains subsahariens de 138 %

La grande question est la suite des événements : va-t-on vers une augmentation de la proportion d'émigrés africains et maghrébins et jusqu'où ? La réponse est naturellement dans le différentiel de fécondité entre population indo-européenne et africaine, et dans l'évolution des nouveaux flux d'immigration. Grâce aux enquêtes épidémiologiques traçant la drépanocytose, une caractéristique non présente dans les populations indo-européennes, au moment des naissances, on sait que la part des naissances dépistées comme porteuse de cette caractéristique raciale est passée de 25 % en 2006 à près de 40 % en 2016. En Ile de France elle est désormais autour de 75 %.

La triste vérité est que le taux de fécondité des femmes françaises blanches baisse comme partout ailleurs et se situe entre 1.2 et 1.4, comme en Italie, en Pologne ou au Japon. Le nombre de femmes blanches en âge de procréer baisse continûment et en secret. Nous avons alerté sans cesse sur ce mouvement mortifère. Le cumul des deux évolutions impose une baisse des naissances qui est très

marquée. Près de 100 000 bébés blancs manquent à l'appel en dix ans à peine.

Les projections font peine à lire. On est sûr désormais que la France dans 20 ans aura perdu 3.72 millions de natifs. 100 000 natifs sont remplacés chaque année par 150 000 divers dès maintenant. « À ce rythme-là les natifs européens seront minoritaires en 2 060 ». C'est-à-dire en une génération. On assiste à la disparition du peuple Français qui sera consommé avant la fin du siècle. La France sera devenue un territoire africain et maghrébin.

C'est devenu la situation générale en Europe qui elle aussi est frappée de disparition programmée, dans sa composition ethnique historique.

Ces faits, car il s'agit de faits et non d'élucubrations xénophobes et racistes, posent la question du « destin national » comme l'écrit Zemmour. On peut ou non considérer que la question est grave sur une base individuelle. Mais il est difficile de ne pas poser la question à l'ensemble de la nation au même où il est encore possible de renverser la tendance.

Obertone ouvre le débat sur des bases larges : cette émigration est-elle inéluctable ? Il montre que non. Est-elle bénéfique ? La réponse est encore non sur presque tous les critères. Peut-on la rendre bénéfique par des versements sociaux de plus en plus colossaux. Eh bien non ! Au contraire les déversements d'argent permettent à une part massive de la population qui s'installe de vivre sans travailler en quémendeur agressif et leur évite d'avoir à s'intégrer et accepter les règles de la société qui les accueillent qu'ils détruisent allégrement.

Du coup voilà l'auteur obligé de dénoncer le « socialisme », cette idée qui veut qu'une partie de la population doive vivre avec l'argent des autres, au moins le temps où les autres n'ont pas disparu. « En offrant de profiter de la nation sans s'y fondre, le socialisme renforce la communauté et la communauté devient un droit dans le droit ». « L'état providence est le meilleur moyen d'accélérer la réclusion sociale, la destruction d'une société hétérogène, et l'effondrement du capital social, en figeant quantité d'individus dans leur attente parasite ». « L'asociabilité n'est plus honteuse mais elle est attractive et branchée ». « C'est bien le socialisme inconditionnel qui crée le ghetto ». On déverse des sommes de plus en plus gigantesques sur des quartiers qui ne changent pas. Au contraire les zones à problèmes se multiplient à l'infini. « Pas question de changer une politique qui perd : l'avenir sera fait d'investissements, de rénovation, de social. Donc de communautarisme, d'allocataires et d'émeutes ». « Être social avec des asociaux, c'est être antisocial » démontre avec moult exemples l'auteur du livre. « La loi perd en importance, l'état en respectabilité, ses serviteurs en estime, la république en dignité. La non réciprocité devient une tentation générale ».

La corrélation entre le grand remplacement et la lourdeur constamment aggravée des impôts paraît évidente à Obertone. Le contrat fiscal se détruit à proportion de la destruction du contrat national.

Mais c'est évidemment la vie quotidienne traditionnelle qui est totalement détruite. « « Le vivre ensemble » avec une hétérogénéité massive détruit peu à peu l'attractivité d'immeubles, de rues, de quartiers, puis de villes entières, de département et enfin de pays ».

Les conséquences politiques de la montée de l'africanisation de la France sont aussi examinées par le livre. La régularisation massive et rapide des entrées clandestines (le plus souvent on entre avec un visa court et on reste et on attend la régularisation) et la naturalisation expéditive des nouveaux arrivés permettent d'enrichir le capital électoral de certains partis. « Cela renforce le lien entre le socialisme, l'assistanat et l'immigration. L'immigration et l'assistanat votent socialiste, le socialiste vote l'assistanat et l'immigration. Le tout devient irréversible ». « Le monstre s'auto alimente ».

Le livre reprend la question de la sécurité. « Fin 2017 il a fallu 170 000 policiers et gendarmes pour « sécuriser » le réveillon. Ils étaient 100 000 en 2016, 55 000 en 2014, 35 000 en 2009 et 28 000 en 2007. Aucun doute nous allons vers l'apaisement ».

On repasse aussi en revue toutes les analyses de la *France Big Brother* pour tenter de comprendre pourquoi les faits sont niés et cachés, les leçons des politiques inefficaces jamais tirées, la culpabilisation de l'autochtone toujours aussi abusive, les crimes des immigrés toujours excusables.

« Tous les indicateurs montrent que l'immigration de masse n'est pas une chance pour l'Occident » démontre l'auteur dans plusieurs chapitres successifs très documentés.

Il s'attaque alors à un problème beaucoup plus large : la disparition des Blancs sur la planète. La démographie ici encore est dirimante. La logique des taux de natalité est imparable. On parle de la disparition d'un milliard d'humains blancs, au moment où la population mondiale atteindra les 10 milliards ! Obertone cite les mille et une occasions où les principaux intervenants sur les télévisions se sont félicités de cette disparition, le plus souvent en accablant les Blancs de tous les maux du monde. « Vive le métissage » est le leitmotiv des médias. « Les thèses raciales à la mode n'ont pas besoin de preuve. Le métissage est bon voilà tout ». Et dire le contraire serait une insulte aux nombreux métis qui le vivraient très mal. « Je critique cette idéologie parce qu'elle me semble comme toutes les autres hypocrites, absurde et totalitaire ». Si nous sommes tous égaux, pourquoi le métissage serait-il un mieux ? Le métissage suppose que l'homogénéité est moins bien et que le blanc de souche est un inférieur. Quelle valeur de la République soutient ce genre d'élucubration ?

Pourquoi diable les « élites » se comportent-elles ainsi ? Ce sont les pages les moins convaincantes. L'auteur une explication psychologisante qui vaut ce qu'elle vaut. Il souligne aussi le bénéfice social et économique qu'il y a à seriner la bonne cause du vivre ensemble. La contre diabolisation n'est pas plus convaincante que la diabolisation pratiquée par les adeptes de la fin heureuse de la France blanche. Dire : arrêter l'immigration de masse africano-maghrébine est possible et si on ne le fait pas, c'est parce qu'on est un malfaisant qui se croit une âme supérieure ne fait rien avancer du tout. « La plupart de nos journalistes et universitaires se comportent comme ces éponges de mer qui, une fois fixées sur leur rocher, mangent leur propre cerveau, devenu inutile ».

La réalité est plus simple : pour arrêter le flot massif d'immigrés « indésirables », il faut déjà en définir les critères. Celui de la race et de la couleur de peau est problématique, en soi, il s'agit d'un racisme, bien intentionné peut-être mais un racisme tout de même. Il s'agit de la survie de ce que nous sommes. Si la survie est en jeu pourquoi ne pas transcender l'interdit du racisme ? Tel est la thèse sous-jacente de l'auteur. « Sinon c'est la guerre civile » dit Zemmour. Actuellement les traités et la Constitution empêchent de mener de telles politiques. Il faut donc sortir des traités européens et changer la constitution dans un sens clairement xénophobe et raciste. Affirmer que c'est une attitude facile à endosser n'est rien moins qu'exagéré.

L'auteur a beau jeu de montrer que les racistes anti-blancs n'hésitent pas dans leurs propos extrêmement violents et que cette violence verbale est partout dans les médias, sous applaudissements. Mais comment devenir raciste pour contrer les méfaits de l'antiracisme outrancier et raciste ?

On cherche à contourner le dilemme moral en soulignant que les thèses immigrationnistes font monter les populismes. Le danger populiste devient une arme contre le danger de submersion !

« Rien n'est impossible sauf si nous décidons que cela l'est. Et quand la survie de la nation est en jeu, la Constitution suivra », écrit l'auteur. Mais il se garde bien d'énumérer les mesures à prendre.

Si on le fait, la situation commence à se durcir pas mal :

- Interdiction de régulariser des personnes entrées clandestinement ou restée en France au terme de leur visa et expulsion immédiate avec interdiction de visa à vie.
- Suppression de toutes assistances médicales sauf urgences avec remboursement par le pays d'origine.

- Exclusion de la solidarité nationale des étrangers non indo-européens
- Non-naturalisation des personnes non indo-européennes
- Expulsion des délinquants avec regroupement familial inversé (toute la famille d'un terroriste seraient par exemple expulsée)
- Expulsion pour comportement contraire aux traditions nationales et injurieux vis-à-vis de la France et des Français
- Expulsion des logements sociaux avec obligation de se loger dans le secteur des loyers libres.
- Interdiction d'envoyer des capitaux vers le pays d'origine.
- Nationalité obtenue par la loi du sang...
- Aggravation des peines lorsque commises par un étranger
- Expulsion des enfants et des adolescents
- Interdiction du vagabondage et de la mendicité
- Sanctions collectives en cas de révolte urbaine.
- Camps de travail sévères pour les étrangers qui ont détruit leurs papiers
- Exclusion du champ médiatique et universitaire des défenseurs de l'immigration africaine de masse.
- Frexit
- Abandon de la CEDH
-

En gros, un étranger africain qui moufte et ne travaille pas est expulsable ; s'il est délinquant il peut perdre la nationalité qu'on a pu lui accorder antérieurement. On sort la sanction des mains de la justice pour la rendre à l'administration.

Toutes ou partie de ces mesures sont mises en œuvre dans des pays que nous respectons, comme Israël par exemple .

Certains imaginent plus.

L'auteur se garde bien d'entrer dans cette discussion. Il préfère morigéner les Français blancs eux-mêmes qui ne font plus d'enfants, rêvent de quitter la France, ou se résignent sans réagir. Et il ne cherche pas à comprendre ce que seraient les conséquences de toute nature de mesures efficaces. « Il n'est pas question de remplacer un délire progressiste par un autre délire ». On voudrait avoir plus d'explications.

Il est peut-être utile ici de faire intervenir deux expériences personnelles.

Parti à l'étranger cet été, le chauffeur de taxi était noir (un sympathique haïtien). L'hôtesse Transavia pour l'enregistrement des bagages était noire. Le contrôle de sécurité était opéré par une triplète noire (deux femmes et un homme). La caissière du marchand de journaux était noire. La serveuse du café était noire. L'hôtesse dans l'avion était noire. Au retour : idem. Ajoutons que les

caissières du G20 pour acheter un en-cas étaient également noires. 100 % noires !

Aller en métro à la Courneuve où se trouvent les archives du ministère des Affaires Étrangères est une aventure du même type. À partir de la station Chatelet l'intégralité des passagers n'est pas indo-européenne. Mais oui, encore 100 %

Sur la passerelle qui rejoint l'école de la rue Vercingétorix à la gare Montparnasse, le 5 octobre 2018, un enfant blanc supplie un gamin noir de jouer avec lui. Réponse du petit négro : « de toute façon je ne joue pas avec les Français ». Ladite école, à quasiment à 100 %, reçoit des élèves de couleur. Du coup plus un blanc ne veut y mettre ses enfants, quand ils en ont. La ségrégation n'est pas univoque.

Le grand remplacement ne concerne pas seulement la banlieue parisienne. Grâce aux efforts de la municipalité de Paris, dirigée par des immigrés indo-européens, pour le coup, des quartiers entiers du Paris *intra muros* vivent leur cuti.

Il serait donc malhonnête d'affirmer que le livre affirme des choses fausses ou que nombre de ses observations ne soient pas pertinentes. Ce qu'il décrit est bien ce qui se passe et son livre est même largement en dessous de la réalité, car les évolutions vont désormais très vite. Un recrutement d'hôtesse d'accueil : pas une réponse indo-européenne ! Un recrutement de codeurs ? Pas une candidature « blanche ». Une demande en intérim de personnel de sécurité : pas une candidature blanche. Idem pour les caisses en magasin. Nous parlons de Paris *intra muros*.

L'auto destruction démographique de la population autochtone est un fait très avancé . Elle n'est pas due à l'immigration ! La consommation française est largement endogène. Elle est la même que celle du Japon, de la Pologne, ou même de l'Allemagne.

L'ennui de notre époque est que nous sommes confrontés à des difficultés que nous pensons inéluctables et sans solutions :

- Le drame écologique potentiel qui porte sur la survie même de la terre
- Le drame démographique dans de nombreux pays qui entraînent soit un dépérissement grave soit une submersion par des allogènes
- Le drame économique qui voit l'organisation économique du monde fondée sur des modalités qui brisent la croissance et la prospérité.

Sortir par le haut de ces drames est possible mais demande de telles remises en cause que nous ne nous en croyons plus capables. Nous cédonc facilement à l'inéluctable.

Il est intéressant de noter que sur ces trois sujets, les dirigeants français actuels n'ont aucune politique significative. Ils se contentent de subir. Il est vrai que si la prise de conscience des difficultés inhérentes au réchauffement de la planète, l'épuisement des ressources et l'envahissement par les déchets nocifs est faite, les solutions pertinentes sont loin d'être évidentes (les énergies renouvelables et la réduction des transports ne peuvent pas être la solution), et que le grand remplacement commence à faire des dégâts électoraux, les deux drames que sont le dysfonctionnement du système monétaire international et celui de l'organisation économique européenne ne sont même pas perçus.

Ce sont des dimensions fortes de la mal gouvernance occidentale.